



Faire face à l'offensive ultra-réactionnaire du gouvernement Sarkozy-Fillon

« La victoire de Sarkozy est une occasion historique de transformer la France en profondeur » (Fillon)

Sarkozy et Fillon sont déjà à pied d'œuvre au compte du Capital financier pour exploiter leur victoire politique de la présidentielle. Les dirigeants syndicaux, faussement ingénus, disent vouloir les « juger aux actes ». Mais le programme de Sarkozy est clair: Il veut parachever l'offensive engagée depuis des années contre les acquis des travailleurs, « rétablir l'autorité » de la 5^{ème} République, « effacer mai 68 ». La composition du gouvernement suffit à en juger. Elle prélude un gigantesque « plan de restructuration » de la fonction publique, a placé Kouchner, partisan de l'intervention impérialiste en Irak aux

affaires étrangères, une intégriste catholique, Boutin, au logement,... Le ministère des affaires sociales est liquidé tandis qu'apparaît celui, sinistre, de « l'identité nationale ».

Dès l'été, l'Assemblée devrait voter une loi baissant le « coût du travail » et faisant exploser la durée légale du travail ; une autre loi instaurant l'autonomie des universités, dont les corollaires sont la sélection, la hausse des droits d'inscription, la privatisation. Enfin, de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus riches et une énième loi anti-immigrés, de renforcement de l'appareil d'Etat. « Juger aux actes » ? S'y opposer !

« Sarkozy a affirmé sa volonté de dialoguer avec les syndicats » (B.Thibault, CGT)

Avant même d'être nommé, Sarkozy a reçu la quasi-totalité des dirigeants syndicaux. Tous les nouveaux ministres ont déjà engagé des concertations multiples pour, comme le dit Parisot, supportrice « enthousiaste » du gouvernement appliquer le programme de Sarkozy « d'ici un an, an et demi ».

Le gouvernement veut en finir avec le CDI, réformer la « démocratie sociale » contre les syndicats ouvriers : il prépare à cette fin quatre « conférences » pour la rentrée.

Il veut remettre en cause le droit de grève dans les transports et les écoles : il demande aux directions syndicales de faire le travail elles-mêmes, durant l'été.

Il veut liquider les régimes spéciaux des retraites, poursuivre la casse du régime général en 2008 : dans la « concertation » !

Il veut briser « le carcan des statuts des enseignants » (Darcos) : le ministre invite les syndicats à rédiger avec lui un « livre vert » préparant le terrain à la casse des statuts.

Il veut supprimer 250 000 postes de fonctionnaires: le ministre Woerth annonce un « round de négociations » avec les fédérations de fonctionnaires sur les « missions de la fonction publique ».

Il veut détruire l'enseignement supérieur public: une concertation doit accompagner la « loi d'autonomie ».

Pour faire face à cette offensive brutale et planifiée, les directions des confédérations et fédérations syndicales doivent refuser de participer à ces concertations, et opposer un front uni au gouvernement et sa politique !

Mais les dirigeants CGT, FO ou FSU affirment en chœur que le gouvernement serait « légitime ». « Légitime », le programme ultra-réactionnaire de Sarkozy ? Non ! S'il a gagné les élections, c'est à cause de la politique du PS, mais aussi des dirigeants syndicaux qui ont dilapidé ces derniers mois toutes les possibilités de combat, spécialement à Airbus où ils ont réussi à casser la grève spontanée des ouvriers.

Sarkozy sait d'ailleurs très bien que pour conforter sa victoire, il lui faut la collaboration des appareils syndicaux. Il est servi : Thibault déclare que « la CGT n'est pas une force d'opposition a priori », tandis que Mailly (FO) affirme qu'avec ce gouvernement « tout est possible »... y compris « le meilleur » !

En conséquence, tous, dirigeants CGT, FO, FSU, s'apprêtent à participer aux innombrables « concertations » engagées pour faire passer la politique du gouvernement UMP. C'est contre cela qu'il faut lutter, s'organiser, dès maintenant, pour se préparer à faire face à l'offensive de Sarkozy-Fillon et Parisot.

Législatives : voter contre les candidats des partis bourgeois, contre le gouvernement Sarkozy-Fillon

Sarkozy fait tout pour obtenir un parlement à sa botte dont il a besoin pour faire voter ses « réformes ». Mais Hollande dit ne pas vouloir « de cohabitation » - donc qu'il veut perdre les élections, tandis que Royal ose saluer dans le programme de l'UMP un « hommage » à son propre « pacte présidentiel ».

Le PS en rajoute en s'effaçant derrière des candidats bourgeois « Verts », « Citoyens » ou du PRG, lequel envisage déjà de rallier Sarkozy après les élections, tandis que le PCF soutient, lui, des candidats « alternatifs » hostiles à l'existence même des partis politiques.

Pour autant, dans ces élections, plus nombreuses seront les voix portées sur les candidats du PS, du PCF (de la LCR ou de LO), et plus s'affirmera, sur ce terrain défavorable, la volonté des travailleurs et de la jeunesse de résister à l'offensive destructrice, planifiée et concertée, du gouvernement.

C'est pourquoi notre Groupe appelle à voter au 1^{er} tour pour le candidat PS, PCF, LCR et LO de son choix, à l'exclusion de tout autre, et au second tour pour ceux encore en lice.

Dans ces élections, aucun parti ou organisation ne défend la perspective du socialisme, de l'expropriation du Capital dont les principaux dirigeants, les Bolloré, Bouygues, Lagardère, et cie, exercent le réel pouvoir dans ce pays aux côtés de Sarkozy et son gouvernement de choc.

Or, au travers du programme de Sarkozy, c'est bien aux conséquences et aux exigences féroces de la survie du mode de production capitaliste que les masses sont confrontées. Pour assurer le droit au travail en organisant la production selon les besoins des masses et non du profit, en finir avec l'oppression et l'exploitation sous toutes leurs formes, porter au pouvoir un gouvernement révolutionnaire menant une politique ouvrière, socialiste, il faut s'organiser. C'est ce à quoi appelle le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.